

Par

Wit Mackowiak

Baccalauréat, Histoire, Université du Québec à Montréal

Le 24 octobre 1795 est signé le traité qui achève le processus du démembrement de la Pologne débuté en 1772 par la Russie, la Prusse et l'Autriche. Pendant longtemps, la noblesse polonaise exploita son droit de *Liberum Veto* dans le but de défendre les intérêts de la royauté[1]. Toutefois, par son avarice elle abusa dudit droit et elle contribua ultimement à la désintégration politique du Commonwealth polono-lituanien. Ayant ouvert la voie aux partages et se trouvant désormais sans État et sans les privilèges qui y furent liés, la noblesse polonaise voulut restaurer l'ancien État. Puisqu'ils ont le plus à gagner d'une restauration de la Pologne, les nobles polonais mènent dans ce but plusieurs tentatives insurrectionnelles au courant du XIX^e siècle. Cependant, l'histoire allait se répéter.

Nous argumenterons que les trois insurrections majeures, celles de 1830, 1846 et de 1863, furent vouées à l'échec puisqu'elles ne furent essentiellement que des révoltes de la noblesse éduquée voulant la restauration d'un système politique qui rétablirait leurs privilèges de classe. Les intérêts de la majorité de la population vivant sur le territoire polonais, la paysannerie, sont négligés par une noblesse qui est mue par nationalisme romantique que ne partage pas cette dernière. La masse populaire peut offrir un apport numérique important pour contrer les forces plus nombreuses et mieux organisées des empires copartageants. Cependant, ne voyant aucun avantage à tirer d'un tel rétablissement, elle est peu portée à appuyer le mouvement nationaliste et se tourne même contre lui.

Les nationalistes polonais

Avant de passer à l'analyse des révoltes, il est utile de s'arrêter un moment sur la toile de fond de la pensée nationaliste polonaise. En Europe orientale du XIX^e siècle, l'idée qu'existe une nation partageant une culture, une histoire et une existence politique communes n'est pas répandue : elle est limitée aux cercles d'intellectuels éduqués. Même si les nationalistes font l'éloge d'héros polonais appartenant aux classes appauvries, la participation paysanne dans le mouvement indépendantiste fut « hésitante et relativement négligeable »[2]. Le nationalisme tire surtout ses sources d'un échange culturel paneuropéen, propagé avant tout par des institutions scolaires[3]. Au sein de ces dernières, des poètes tels Adam Mickiewicz et Sigismund Krasinski répandent une vision romantique du peuple polonais, inspirée d'un messianisme chrétien qui attribue notamment

à la Pologne le statut de nation martyrisée qui doit un jour se relever de sa tombe[4]. Le sentiment nationaliste et l'idéal d'un État polonais indépendant se répandent donc surtout au sein de l'élite polonaise, qui sera la principale instigatrice des révoltes.

Cette élite polonaise ne s'intéresse pas à la paysannerie et juge impertinente l'existence de différences ethniques au sein de la Pologne. Par exemple, l'aristocrate Leon Sapieha argumente que les paysans ne sont pas intéressés par des questions d'ordre national[5]. Semblablement, les politiciens et aristocrates polonais du XIXe siècle croient que les ethnies non-polonaises vivant sur les terres ayant constitué la Pologne d'avant partition, tels les Ruthéniens, Mazoviens et les Lithuaniens, appartiennent historiquement, culturellement et moralement à la Pologne[6]. En bref, les trois insurrections majeures du XIXe siècle sont menées par une petite élite des classes aisées et d'ethnicité polonaise qui ne tient compte ni de la composition de la masses paysannes de la Pologne, ni de leurs besoins.

La révolte de novembre

En 1830, l'Europe est dans un état d'esprit révolutionnaire. En juillet, la dynastie des Bourbons est de nouveau renversée en France. En octobre, c'est au tour de la Belgique de se libérer de la dynastie hollandaise[7]. En Pologne, également, on accélère le processus déjà planifié de l'assassinat du grand-duc Constantin, l'impopulaire gouverneur général de la Pologne russe, qui devait embraser la révolte générale devant à son tour contraindre le pouvoir tsariste de respecter les privilèges donnés sur papier aux nobles polonais[8]. La décision contestée du tsar Nicolas I de mobiliser l'armée polonaise pour écraser les révolutionnaires européens jumelée à la connaissance de l'existence d'une liste de conspirateurs à arrêter pousse ceux-ci à agir. Dans la nuit du 29 novembre, les étudiants et jeunes militaires à l'école des enseignes d'infanterie, Piotr Wysocki en tête, accélèrent maladroitement l'exécution de leur plan[9]. S'ils échouent à tuer Constantin et désarmer les garnisons russes, ceux-ci ayant réussi à fuir Varsovie, les conspirateurs réussissent tout de même à prendre contrôle de la ville.

C'est dans la confusion totale qu'est érigé, autour du Conseil administratif, un gouvernement qui lègue aussitôt tout son pouvoir à Chlopicki[10]. Ce dernier, opposé à l'insurrection, veut apaiser le tsar et se contente de demander le respect des droits constitutionnels déjà établis de la Pologne. Cependant, confronté à l'intransigeance de Nicolas I, le dictateur démissionne, laissant le pouvoir à un gouvernement qui, à mesure que la situation dégénère, se radicalise. Ce dernier qualifie désormais le mouvement insurrectionnel « d'acte de la nation » et va jusqu'à déclarer en janvier

le détrônement du tsar en Pologne[11]. Sans représenter la situation réelle de la Pologne, ces déclarations ne font que jeter de l'huile sur le feu, justifiant d'autant plus une intervention militaire de la Russie. Surpassé en nombre, jouissant de peu d'appui direct de la part des grandes puissances européennes et de la population polonaise même, le gouvernement révolutionnaire est écrasé en 1831. La prise de Varsovie en septembre scellant le sort du mouvement[12].

Depuis son commencement, cette révolte était vouée à l'échec de par sa nature irrévocablement nobiliaire. Elle débute par une conspiration organisée par une poignée de jeunes officiers militaires et débouche ensuite sur un vide de pouvoir qui est saisi par la noblesse polonaise. Cette dernière constitue alors un gouvernement entièrement composé de nobles étant uniquement intéressés à réparer les torts causés par le tsar à leurs privilèges. Ils n'exigent que le respect de la constitution, qui ne s'adresse qu'aux nobles, accordée à la Pologne russe. Le gouvernement de Czartoryski est composé d'une faction aristocratique conservatrice, d'une faction libérale et d'un seul représentant de la gauche dont les autres se méfient, soit l'historien Lelewel[13]. Également, le Sejm, la chambre basse du parlement polonais, ne regroupe que des nobles et quelques factions bourgeoises qui ne cherchent aucunement à rallier les masses à la cause de l'indépendance polonaise[14]. Même les aristocrates, tout en acceptant le fait accompli, doutent de l'utilité de poursuivre la révolte. Chopicki et certains autres pensent que cette dernière est une folie[15]. Si les hésitations des nobles contribuent à la timidité des demandes formulées au tsar, c'est le manque d'appui populaire qui scelle le sort du mouvement.

Les populations juive et particulièrement allemande de la Pologne sont hostiles à l'idée de l'insurrection. De plus, les paysans, la source première des effectifs militaires, se détachent assez rapidement des nouveaux dirigeants. Initialement, si la paysannerie ne s'oppose pas à la conscription qui est établie par le gouvernement insurrectionnel, elle se rend rapidement compte qu'elle n'a rien à tirer d'un conflit perçu comme opposant les intérêts de ses maîtres et du tsar[16]. Un certain paysan, Deczynski, aurait ainsi déploré d'être forcé à combattre pour une cause nationale nobiliaire jugée incompatible avec les intérêts des serfs[17]. La méfiance de ces derniers est confirmée par les actions de Chlopicki qui, au courant de sa tenue au pouvoir, réprime les paysans espérant ainsi profiter de la révolte pour échapper à leurs corvées[18]. Également, la majorité de la Diète polonaise se refuse d'admettre l'existence d'une question paysanne : celle-ci aurait été réglée depuis l'abolition du servage par Napoléon en 1807, et il n'est pas question d'abolir les corvées[19]. C'est donc le manque d'appui de la masse pour une révolte d'aristocrates entêtés à ignorer les exigences paysannes qui scelle le sort de l'insurrection de novembre. Une fois écrasés, les nobles perdent progressivement tous les privilèges qui leurs furent accordés par la Constitution du Congrès[20].

L'insurrection de Cracovie

Après l'échec de l'insurrection en 1831, le mouvement nationaliste conspirateur reprend de la vigueur dans les années 1840. Contrairement aux instigateurs de la dernière grande révolte, la plupart des nobles, dont l'un de ses principaux dirigeants, Dembowski, comprend l'importance d'avoir l'appui des paysans dans le combat national[21]. C'est ainsi que sont planifiées, pour le mois de février 1846, deux révoltes coordonnées en Poznanie prussienne et en Galicie autrichienne, devant par la suite déboucher sur la partition russe, pour enfin culminer avec la restauration quelque peu utopique de la Pologne d'avant les partitions[22]. Malheureusement pour les conspirateurs, le groupe de Poznanie est arrêté suite à une dénonciation par des conservateurs de la région, et les autorités viennoises sont prévenues de l'imminence de la révolte[23]. Lors d'une manifestation ayant pour but de gagner l'appui des paysans, Dembowski est rapidement tué par les forces autrichiennes. Les révoltés de Cracovie sont écrasés après une résistance de neuf jours et les nobles de Galicie se font massacrer par des paysans à la solde de l'Autriche[24]. La révolte de 1846 est pour toutes fins pratiques tuée dans l'œuf.

La faiblesse de l'appui populaire pour l'insurrection foncièrement nobiliaire de 1846 est évidente. S'il est vrai qu'il y a un certain contenu pro paysan dans le discours des révoltés, et même qu'une faible minorité libérale de Poznanie prônent la distribution gratuite des terres aux paysans, les réformes projetées demeurent minimes. La majorité pense que l'émancipation totale des serfs est à elle seule suffisante pour les rallier à une cause nationale qui consiste, comme nous l'avons vu, principalement à un retour à l'ancien régime politique exclusivement ouvert aux nobles[25]. Ce programme national est donc également voué à l'échec.

En Galicie, les relations entre les nationalistes et la paysannerie sont déjà particulièrement tendues. Depuis longtemps, les cadres autrichiens locaux jouent avec la peur qu'ont les paysans des propriétaires terriens polonais, allant dans certains cas jusqu'à adopter une réelle politique de « diviser pour mieux régner » avec laquelle les autorités présentent la noblesse comme étant des « Polonais » intrinsèquement hostiles aux intérêts des « hommes impériaux » que sont les paysans[26]. La composition ethnique des deux groupes aide à expliquer la facilité avec laquelle les autorités autrichiennes arrivent à exploiter ces clivages sociaux. Les paysans galiciens sont en majorité d'ethnicité ruthénienne et la noblesse est généralement polonaise ou allemande[27]. La méfiance des paysans est d'autant plus attisée par leur situation économique précaire. Tous ces éléments font qu'à l'aube de la révolte de 1846, ceux-ci croient que les nobles insurgés s'apprêtent à les réprimer[28]. La promesse faite par l'État-major autrichien d'émanciper et de récompenser tout paysan qui livrera son maître achève de convaincre la majorité de la paysannerie à se tourner contre les révoltés, avec des résultats souvent tragiques.

La révolte en Galicie tourne donc au désastre puisque les paysans, appauvris et profondément méfiants des nobles polonais, se tournent contre leurs maîtres. Certains fuient leur demeure pour échapper à ce qu'ils perçoivent être une bande de maraudeurs « polonais » voulant punir ceux qui s'opposent à la restauration de leur ancien État nobiliaire[29]. D'autres, encouragés par les autorités autrichiennes, se lancent dans une véritable jacquerie. Par exemple, les paysans massacrèrent les bourgeois prenant d'assaut le district de Tarnów, avant de se tourner vers leurs domaines, détruisant environ 90% de ceux-ci[30]. Au total, près de 2000 personnes, incluant les propriétaires terriens, leurs familles et leurs agents, périrent[31]. L'ampleur des massacres effraya autant les nobles polonais de la partition russe, qui se tinrent tranquilles, que le tsar Nicolas I, qui fit passer des lois allégeant le fardeau des paysans du Royaume du Congrès[32]. Encore une fois, l'hostilité des couches paysannes scelle le sort du mouvement insurrectionnel nationaliste en Pologne.

L'insurrection de janvier

Une dernière révolution nationaliste d'envergure allait éclater en 1863. L'ascension au pouvoir du tsar Alexandre II, qui semble être muni d'un esprit réformateur, renouvelle l'espoir polonais de briser la poigne de fer se resserrant sur la Pologne russe depuis la dernière révolte avortée. Toutefois, déçus par la nature conservatrice des réformes, certains groupements de jeunes commencent à manifester publiquement contre le pouvoir tsariste et sont aussitôt écrasés[33]. S'instaure un cercle vicieux de répressions menant à de nouvelles manifestations qui contraignent les autorités russes et pro-russes, avec Wielopolski en tête, à faire plus de concessions au gouvernement polonais avant que la situation n'explose[34]. Également, soupçonnant l'imminence d'une rébellion, Wielopolski décide d'en finir une fois pour toutes avec les conspirateurs par l'imposition d'une conscription de 30000 hommes, planifiée pour le 14 janvier 1863, qui doit, de facto, lier les bras des jeunes en mesure de combattre le régime[35]. Pris par surprise, les conspirateurs radicaux n'ont d'autre choix que d'accélérer le processus devant aboutir à la révolte, désormais prévue pour le 22 janvier[36]. Mal coordonnés et piètrement armés, les insurgés polonais allaient mener une guérilla de plus d'un an qui, par sa nature, se révélerait sans espoir et lourde de conséquences.

Bien qu'il soit de plus grande ampleur qu'auparavant, le mouvement révolutionnaire est également plus divisé que jamais. Non seulement existe-t-il deux factions qui luttent pour le pouvoir, soit les Rouges radicaux et les Blancs modérés, mais celles-ci sont à leur tour fragmentées en sous-groupes gauchistes, centristes et droitistes antagonistes[37]. Ce manque de

leadership apparaît clairement dans les combats ouverts que se livrent les deux groupes pour prendre possession des cachets authentifiant la prise de décisions du gouvernement insurrectionnel[38]. Naturellement, ces bagarres sont miroitées par le programme politique des révolutionnaires.

S'étant jeté dans la révolution à la hâte, les Polonais n'ont pas de stratégies politiques ou militaires bien définies. Certains espèrent vainement que les révolutionnaires russes, italiens et hongrois se joindront au combat, alors que d'autres font reposer leurs espoirs dans les mains des puissances étrangères comme la France ou l'Angleterre[39]. Ils sont également piètrement armés, le plan de s'approvisionner en armements en France ayant tombé à l'eau lorsque la police française intercepta les négociateurs envoyés par les conspirateurs[40]. Au plan politique, on se bagarre sur la nature de l'État qui doit naître. Quoiqu'une minorité prône une fédération qui mettrait les nationalités de l'État polonais sur un pied d'égalité, l'immense majorité espère les réintégrer dans un système similaire à celui d'avant le premier partage, qui ne tiendrait pas compte des distinctions nationales de sa population, dans un contexte où la conscience nationale des minorités polonaises commence à se solidifier[41].

Ce dernier point témoigne du fait que la révolte de 1863 demeure une entreprise de nobles. Un de ses premiers dirigeants, D?browski, est un officier militaire formé à Saint-Petersbourg[42]. Bobrowski, l'homme ayant instrumentalisé l'éclatement de l'insurrection, est un étudiant populiste[43]. Traugutt, le dernier chef militaire d'envergure du mouvement, fut colonel dans l'armée tsariste[44]. Cette réalité est reflétée dans la politique plutôt floue qu'adopte le gouvernement insurrectionnel à l'endroit des paysans.

Tous s'accordent sur l'importance d'émanciper les paysans. Par contre, les Polonais se contentent de promettre une certaine dotation floue de terres moyennant une indemnité indéterminée, sans toutefois traiter « du sort des sans-terres, ni le devenir des servitudes »[45]. Cela ne contribue pas à dissiper la méfiance que les paysans éprouvent envers leurs maîtres. Les tensions entre les deux groupes furent déjà attisées par les processions nationalistes polonaises ayant suivi l'abolition du servage par le tsar. Ces dernières avaient semé la peur chez les paysans ukrainiens d'une volonté polonaise de restauration du servage[46]. Une fois de plus, les nationalistes polonais échouent à rallier la majorité de la paysannerie à leur cause.

Au début de la révolte, les paysans convoités par les insurgés ne se soulèvent que lorsqu'il s'agit d'attaquer leurs maîtres[47]. Au courant de celle-ci, à l'exception de la Lituanie, les révoltés ne

sont que très rarement appuyés par les paysans[48]. Au contraire, en Biélorussie et en Ukraine la paysannerie se retourne directement contre les insurgés polonais, soit en les livrant aux autorités tsaristes, soit en les massacrant et en s'attaquant à leurs demeures[49]. Pour gagner son appui, le tsar et les insurgés se livrèrent une réelle bataille de concessions qui fut accueillie avec scepticisme par la majorité des paysans qui préféraient se tenir à l'écart de ces promesses de nature évidemment politique[50]. Pour une dernière fois au XIX^e siècle, une révolte nationaliste polonaise échoue dû à l'échec de ses dirigeants à gagner l'opinion paysanne à sa cause.

En conclusion, les trois révoltes nationalistes polonaises du XIX^e siècle furent couronnées d'échec pour les mêmes raisons, la plus déterminante étant l'insuffisance de l'appui paysan de masse aux insurgés. Des facteurs culturels, éducationnels et ethniques contribuèrent à attiser l'hostilité des paysans. Dans les trois cas, la révolte nationaliste est essentiellement dirigée par les classes nobles espérant avant tout retrouver les privilèges perdus suite aux partitions de la Pologne. Les paysans n'arrivant pas à s'identifier à une conception nationaliste qui va directement à l'encontre de leurs aspirations, se détachent de ou s'opposent activement à la lutte nationale polonaise. C'est le cas en 1830, où les nobles insurgés, cherchant principalement à garantir le respect des droits qui leurs sont accordés par la constitution polonaise, sont rapidement abandonnés par la paysannerie. En 1846, l'hostilité paysanne envers le projet nobiliaire de restaurer l'État polonais indépendant culmine avec une réelle guerre menée par les paysans contre les insurgés. Finalement, en 1863, la politique floue adoptée par les révoltés polonais envers la paysannerie échoue également à lui faire gagner son appui et, dans certains cas, pousse les paysans à combattre activement les nobles révolutionnaires. Isolés, ces derniers sont rapidement écrasés par les forces mieux organisées et plus nombreuses des pouvoirs copartageants. Ce n'est qu'après cette période révolutionnaire romantique que se développera un réel nationalisme polonais paysan, notamment à travers le « travail organique » conduit par les intellectuels polonais dans la partition russe de la Pologne.

[1] Le *Liberum Veto* permettait, par une simple protestation, à quelconque membre du parlement polonais présent à une séance d'y mettre fin tout en annulant les décisions qui y furent prises. L'usage abusif de ce droit mena éventuellement à la paralysie du gouvernement polono-lituanien.

[2] Stanislaw Eile, *Literature and Nationalism in Partitioned Poland, 1795-1918*, New York, St. Marin's Press, 2000, p. 6.

[3] Robin Okey, *Eastern Europe, 1740-1985: Feudalism to Communism*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1986 (2^e éd.), p. 78.

[4] Oskar Halecki, *A History of Poland*, New York, D. McKay Co., 1976 (9^e éd.), p. 242-246.

[5] *Ibid.*, p. 11.

[6] *Ibid.*, p. 12-13.

[7] Daniel Beauvois, *Histoire de la Pologne*, Paris, Hatier, 1995, p. 210.

[8] Piotr S. Wandycz, *The Lands of Partitioned Poland 1795-1918*, Seattle, University of Washington Press, 1974, p. 106.

[9] Beauvois, *op. cit.*, p. 210.

[10] Norman Davies, *God's Playground: A History of Poland: Volume II · 1795 to the Present*, New York, Oxford University Press, 1981, p. 319.

[11] Wandycz, *op. cit.*, p. 108-109.

[12] Beauvois, *op. cit.*, p. 215.

[13] Wandycz, *op. cit.*, p. 110.

[14] *Ibid.*, p. 111.

[15] *Ibid.*, p. 108.

[16] *Ibid.*, p. 112.

[17] Eile, *op. cit.*, p. 6.

[18] Beauvois, *op. cit.*, p. 211.

[19] Andrzej Walicki, *Philosophy and Romantic Nationalism: The Case of Poland*, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 1994, p. 42.

[20] Davies, *op. cit.*, p. 332-33.

[21] Wandycz, *op. cit.*, p. 132-133.

[22] *Ibid.*, p. 133.

[23] Beauvois, *op. cit.*, p. 226.

[24] Davies, *op. cit.*, p. 336-338.

[25] Wandycz, *op. cit.*, p. 132-133.

[26] *Ibid.*, p. 135.

[27] Robert Bideleux et Ian Jeffries, *A History of Eastern Europe : Crisis and Change*, New York, Routledge, 2007 (2^e éd.), p. 295.

[28] Beauvois, *op. cit.*, p. 226.

[29] Keely Stauter-Halsted, *The Nation in the Village: The Genesis of Peasant National Identity in Austrian Poland, 1848-1914*, Ithaca, Cornell University Press, 2001, p. 1.

[30] Wandycz, *op. cit.*, p. 135.

[31] *Ibid.*, p. 135.

[32] Beauvois, *op. cit.*, p. 227-228.

[33] *Ibid.*, p. 239.

[34] *Ibid.*, p. 240-241.

[35] Davies, *op. cit.*, p. 352.

[36] Wandycz, *op. cit.*, p. 171.

[37] Davies, *op. cit.*, p. 353.

[38] Beauvois, *op. cit.*, p. 244.

[39] Wandycz, *op. cit.*, p. 170-171.

[40] *Ibid.*, p. 171.

[41] Beauvois, *op. cit.*, p. 242.

[42] *Ibid.*, p. 241.

[43] Davies, *op. cit.*, p. 353.

[44] Wandycz, *op. cit.*, p. 177.

[45] Beauvois, *op. cit.*, p. 242.

[46] *Ibid.*, p. 240.

[47] *Ibid.*, p. 243.

[48] Davies, *op. cit.*, p. 356.

[49] Beauvois, *op. cit.*, p. 244-245.

[50] Davies, *op. cit.*, p. 358.